

Transitions

✕ **Bien manger :
un droit à
conquérir**



iles de paix



Des agriculteurs péruviens travaillent la terre au cœur des Andes.

© Iles de Paix

Pour faire un don



BELGIQUE

**Déduction fiscale de 30 %
du montant total versé à partir
de minimum 40 €.**

Banque de la Poste >
BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis >
BE04 2400 2962 6531
CBC > BE30 1963 6001 1111



GD LUXEMBOURG

**Déduction fiscale
à partir de 120 € par an.**

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000
Communication
" Iles de Paix Luxembourg "

Iles de Paix Luxembourg
202, rte de Luxembourg
L-7241 Bereldange
T +352 621 815 458
info@ilesdepaix.lu
ilesdepaix.lu

ÉDITRICE RESPONSABLE /

Marie Wuestenberghs
Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

RÉDACTION /

A. Minguet, M. Wuestenberghs, F. Lagraverre,
A. Deliège, T. Conrod, T. Heuschen, M.
Verstraeten, O. Genard, O. Detournaij, C. Evrard

GRAPHISME / www.studiotreize.be

IMPRESSION / AZ PRINT

Transitions est imprimé sur du papier recyclé.

PHOTO DE COUVERTURE /

© Iles de Paix

Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale
de la coopération au développement belge (DGD)
et de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Belgique
partenaire du développement



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

INSS : 0776-8680

Édito

Depuis sa création, inspirée du prix Nobel de la Paix décerné à Dominique Pire en 1958, *Iles de Paix* n'a jamais cessé de rester en mouvement. De la première *île de paix* créée au Bangladesh à notre plus récent programme déployé en Belgique – *Mangu Sane* –, notre association n'arrête pas d'innover et de démontrer par l'action que d'autres modèles sont possibles. Tant localement qu'humainement.

À travers l'exploration de ces modèles, nous poursuivons assidument la collaboration étroite avec les hommes, les femmes et les enfants concernés tant par les problèmes que les solutions qu'ils conçoivent à nos côtés. Biofertilisants produits localement, associations villageoises, groupements solidaires de femmes, études d'impact des pesticides sur la santé, techniques agricoles rentables, débats sur les inégalités mondiales, réflexions sur la citoyenneté, etc. Nombreuses sont les activités concrètes qu'*Iles de Paix* met en œuvre au quotidien, grâce à une équipe engagée (tant à l'international qu'en Belgique) et à des milliers de volontaires... Quotidiennement, ce travail est réalisé en collaboration étroite avec pas moins de 50 partenaires locaux et au sein de 29 réseaux !

Les évolutions géopolitiques de ces dernières années révèlent d'ailleurs à quel point les capacités d'adaptation et de collaboration de notre ONG sont une force. Face à des enjeux locaux et internationaux en constante évolution, *Iles de Paix* continue donc à questionner ses pratiques, consolider ses apprentissages et nourrir une démarche collective au service de plus de dignité humaine.

Cette dynamique de mouvement doit être nourrie sans relâche pour rester connectée aux réalités du terrain. Et cet été, elle prend un nouvel élan avec un changement de direction de l'association.

C'est en effet avec une pointe d'émotion, mais tellement de fierté des causes défendues ensemble ces nombreuses années, que je passe le relais pour me consacrer à d'autres enjeux de société. Avec sérénité, je transmets la direction d'une association à la fois agile, experte de son métier, confiante en son avenir et forte de ses réseaux de volontaires, de donateurs et de partenaires. Un socle solide qui continuera de se nourrir des belles opportunités que tout changement apporte et des nouvelles expertises qui arrivent à la Direction générale.

Il me tient à cœur de vous remercier, chère lectrice, cher lecteur, pour votre confiance et votre soutien au cours de ces nombreuses années. Je vous souhaite d'entretenir les valeurs de solidarité et de respect qui nous réunissent autour de ces mondes meilleurs qu'*Iles de Paix* insuffle ici et ailleurs.

Changer les choses ici... et là. Puis petit à petit, partout...

**MARIE
WUESTENBERGHS**
Directrice générale



- 04 DOSSIER**
Bien manger :
un droit à conquérir
- 12 SENSIBILISATION**
Quand le voyage devient
leçon d'humanité
- 14 LUXEMBOURG**
Comprendre les défis
de l'alimentation et
du climat aux BNE Days
- 15 NEWS**

DOSSIER

Bien manger : un droit à conquérir



Jean est bénévole chez JADAC, un projet de maraîchage bio et diversifié à Jambes.

Alors que le monde produit aujourd’hui suffisamment pour nourrir environ une fois et demie la population mondiale actuelle, jusqu’à 720 millions de personnes souffrent encore de la faim. Soit environ 8,7 % de l’Humanité¹.

Par ailleurs, de nombreuses personnes ne disposent pas, tout au long de l’année, d’un accès à une « alimentation adéquate », c’est-à-dire, selon les Nations Unies², qui est disponible en quantité suffisante, répond aux besoins nutritionnels des personnes, est exempte de substances nocives et reste compatible avec les habitudes et préférences culturelles de chacun et chacune. Elle doit également être accessible à tous, de manière durable³ et sans compromettre l’exercice des autres droits fondamentaux.

En conséquence, la malnutrition sous toutes ses formes constitue aujourd’hui un problème d’ampleur mondiale, dont aucun pays n’est totalement épargné. Une personne sur trois est actuellement touchée par au moins une forme de malnutrition, qu’il s’agisse de la faim, du retard de croissance, de l’émaciation, de carences en micronutriments, de surpoids, d’obésité ou encore de maladies non transmissibles liées à l’alimentation.

On pourrait penser que cette réalité concerne surtout d’autres régions du monde. Pourtant, les données relatives à l’objectif de développement durable « Faim Zéro » des Nations Unies montrent qu’en Belgique aussi, une partie de la population rencontre des difficultés d’accès à une alimentation adéquate.

Retrouvez toutes les références de ce dossier sur
www.ilesdepaix.org/sinformer/en-lectures/transitions-n151



À NE PAS CONFONDRE

Bien que souvent associées, les notions de sécurité alimentaire et de droit à l'alimentation ne recouvrent pas la même réalité...

La **sécurité alimentaire** constitue un objectif des politiques publiques. Elle est assurée lorsque toutes les personnes disposent, en tout temps, d'un accès physique, social et économique à une alimentation suffisante, saine et nutritive.⁴

Le **droit à l'alimentation** relève quant à lui du registre juridique. Il s'agit d'un droit humain reconnu par le droit international, qui implique des obligations pour les États afin de garantir à chacun et chacune l'accès à une alimentation suffisante ou aux moyens de se la procurer.⁵

Les Nations Unies considèrent que le droit à une **nourriture suffisante** est indissociable de la dignité intrinsèque de la personne humaine, et indispensable à la réalisation des autres droits fondamentaux consacrés dans la Charte internationale des droits de l'homme. Dans cette perspective, une alimentation suffisante doit être à la fois adéquate et durable.⁶

Une « **alimentation adéquate** » renvoie aux caractéristiques de l'alimentation elle-même. Elle doit être nutritionnellement adéquate, sûre pour la santé humaine, accessible économiquement, respectueuse de l'environnement et compatible avec des systèmes alimentaires socialement équitables. Ce que recouvre précisément la notion d'« adéquation » est, dans une large mesure, déterminé par les conditions sociales, économiques, culturelles, climatiques et écologiques.⁷

Une « **alimentation durable** » renferme l'idée de disponibilité et de possibilité d'obtenir une alimentation adéquate à long terme, y compris pour les générations futures.

Toujours selon l'ONU, les « **régimes alimentaires sains et durables** » sont des modes d'alimentation qui soutiennent la santé humaine tout en préservant l'environnement. Accessibles, sûrs et équitables, ils visent à prévenir la malnutrition et à garantir le bien-être des générations actuelles et futures.⁸

Le « droit à l'alimentation »

Le droit à l'alimentation est reconnu au niveau international depuis 1948, avec la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Les Objectifs de développement durable en ont ensuite fait une priorité mondiale à travers l'objectif « Faim zéro ».

En théorie, les États doivent respecter ce droit, empêcher qu'il soit compromis et créer les conditions permettant de le garantir. Dans les faits, il repose surtout sur des engagements volontaires entre États, entreprises et associations. Sa mise en œuvre reste inégale.

Malgré cette reconnaissance internationale, le droit à l'alimentation reste loin d'être garanti dans la réalité. Des centaines de millions de personnes souffrent encore de la faim ou n'ont pas accès à une alimentation adéquate. Dans le même temps, un deuxième challenge émerge : les systèmes alimentaires actuels contribuent à d'autres problèmes majeurs, comme la dégradation de l'environnement.

La malnutrition sous toutes ses formes

Selon l'OMS⁹, la malnutrition ne se limite pas à la faim. Elle englobe l'ensemble des carences, excès et déséquilibres nutritionnels. Elle peut prendre la forme d'une sous-alimentation, de carences en vitamines et minéraux, d'un retard de croissance chez l'enfant, mais aussi du surpoids, de l'obésité ou de maladies liées à une alimentation déséquilibrée.

En 2024, la faim touchait environ une personne sur cinq en Afrique, contre environ une personne sur quinze en Asie et une personne sur vingt en Amérique latine et dans les Caraïbes. Même si le nombre de personnes sous-alimentées devrait diminuer dans les prochaines années, les projections estiment que plus de 500 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030. Près de six personnes sur 10 concernées par cette situation seront en Afrique.

À l'échelle de l'UE, environ une personne sur douze ne pouvait pas se permettre, en 2024, un repas nutritif contenant des protéines tous les deux jours. En Belgique, la situation est similaire : 8 % de la population connaît une forme modérée d'insécurité

alimentaire, tandis que 2,4 % se trouvent dans une situation grave.

Ces défis se sont aggravés avec la hausse des prix alimentaires, qui touche désormais aussi une partie des classes moyennes. La dépendance à l'économie mondiale rend également les systèmes alimentaires vulnérables aux crises économiques, climatiques ou géopolitiques, qui peuvent rapidement faire augmenter les prix.

Dans de nombreux pays dits « moins avancés » ou « à faibles revenus »¹⁰, le nombre de personnes qui ne peuvent pas se permettre un régime alimentaire sain augmente depuis plusieurs années. À cela s'ajoute une autre forme de malnutrition : l'obésité. En 2022, près de 15 % des adultes européens étaient concernés. Lorsque l'accès à un régime alimentaire sain est limité, les produits les moins chers sont souvent les plus transformés et les moins nutritifs. À l'inverse, les aliments de meilleure qualité coutent davantage, ce qui réduit les possibilités de choix pour les ménages précaires. Ainsi, un même système alimentaire peut produire simultanément la faim, les carences nutritionnelles et l'obésité.

Les effets négatifs du modèle agricole dominant

Le modèle agricole conventionnel permet de produire plus qu'en suffisance, mais il entraîne des conséquences pour l'environnement et la santé. En reposant sur un usage important de produits chimiques, il contribue à la pollution des sols et de l'eau, à la disparition de nombreuses espèces et à certaines inégalités sociales et sanitaires.

Comme nous l'avons montré dans un précédent numéro de Transitions (n°143 « L'addition salée de notre assiette »), une grande partie des coûts environnementaux, sanitaires et sociaux de notre alimentation reste invisible et n'est pas prise en compte dans les prix.

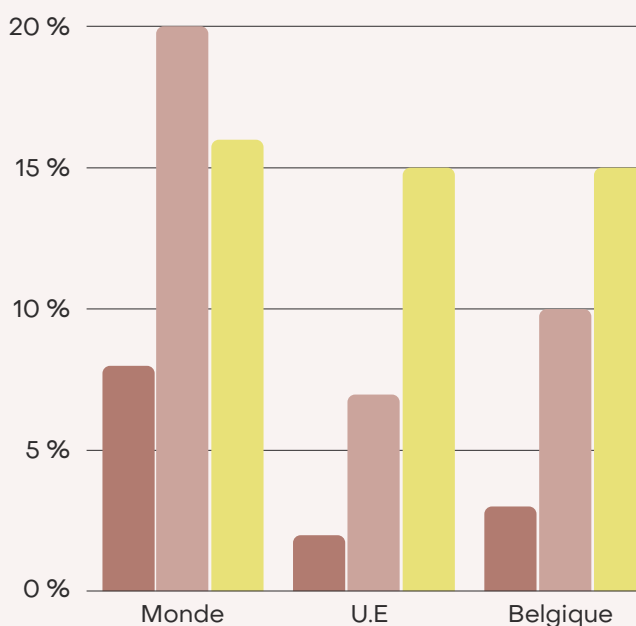
Dans ce contexte, les alternatives plus durables, notamment agroécologiques, peinent à se développer. Elles font face à de nombreux obstacles : accès difficile aux terres, règles peu adaptées, filières locales fragiles et dépendance à des aides publiques incertaines. En parallèle, l'agro-

Comparaison des pourcentages de populations en situation de malnutrition selon les données de la FAO et de l'OMS (2022)

Insécurité alimentaire grave : Les personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire grave ont généralement épuisé leurs réserves de nourriture et, dans les pires cas, sont restées un jour (ou plus) sans manger.

Insécurité alimentaire modérée : Les personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire modérée ont réduit leur consommation alimentaire en qualité et/ou quantité et ne sont pas certaines de pouvoir se procurer de la nourriture.

Obésité : Les personnes vivant en situation d'obésité présentent une accumulation excessive de masse grasse corporelle, généralement associée à un indice de masse corporelle (IMC) égal ou supérieur à 30.



industrie domine largement le marché, favorise une forte concurrence sur les prix et standardise l'offre alimentaire.

Certaines évolutions du commerce international, comme l'accord UE-Mercosur, renforcent encore cette dynamique en favorisant l'arrivée de produits moins chers mais parfois de moindre qualité, notamment plus chargés en pesticides. À terme, ces produits risquent de devenir la norme pour une partie des consommateurs belges.

Résultat : les produits les plus accessibles sont souvent aussi ceux qui ont les impacts environnementaux et sanitaires les plus importants, tandis que les alternatives durables restent tendanciellement plus coûteuses et moins accessibles.

Tous ces constats posent une question centrale : l'alimentation doit-elle être laissée au marché ou davantage encadrée par les pouvoirs publics ?

Une alimentation saine ne dépend donc pas uniquement des choix individuels. Le sujet vous intéresse ? Découvrez l'analyse rédigée par Bruno Schiffers (décembre 2025) : « Santé, sécurité et justice sociale : les enjeux globaux d'une alimentation saine ».





© Red Zeppelin

Une réponse politique lacunaire

Pour la Belgique, cette question se joue surtout au niveau européen. Chaque année, l'Union européenne (UE) évalue ses progrès dans la lutte contre la faim. Son objectif est de garantir à toutes et tous l'accès à une « alimentation suffisante, saine et durable »¹¹, tout en soutenant une agriculture respectueuse de l'environnement.

Elle identifie deux grands défis¹². Le premier concerne la santé : le principal problème en Europe est la progression de l'obésité. Le second est environnemental : l'agriculture exerce une forte pression sur les sols, l'eau, l'air et la biodiversité. Pour répondre à ces enjeux, l'UE a mis en place plusieurs politiques et stratégies, comme la stratégie biodiversité, la stratégie « De la ferme à la table », ou le « Zero Pollution Action Plan ».

Pourtant, une contradiction traverse ses politiques. D'un côté, l'UE affirme vouloir protéger la biodiversité, réduire la pollution et encourager une alimentation plus durable. De l'autre, la Politique agricole commune (PAC), qui représente l'une des

dépenses les plus importantes du budget européen, continue à soutenir en grande partie un modèle agricole intensif. Les aides sont encore largement distribuées en fonction de la taille des terres exploitées, ce qui favorise les grandes exploitations et les logiques de production à grande échelle. Ce modèle repose souvent sur l'usage important de pesticides, d'engrais de synthèse et sur une forte pression économique poussant à produire toujours plus à moindre coût. Même si des objectifs environnementaux ont progressivement été intégrés à la PAC, ils restent insuffisants pour transformer réellement les pratiques agricoles les plus néfastes pour l'environnement et la santé.

Plusieurs experts, comme le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food), soulignent aussi un autre problème : les politiques publiques sont souvent traitées séparément, par différentes administrations, ce qui peut conduire à des décisions contradictoires. À cela s'ajoutent le poids des intérêts économiques et l'influence des acteurs liés au modèle agro-industriel actuel.

Face à ces limites, de nombreuses voix appellent à un changement plus profond : mettre en place une véritable politique alimentaire européenne, capable de mieux articuler santé, environnement et justice sociale.

L'initiative citoyenne « Good Food 4All »

C'est précisément l'objectif d'une initiative citoyenne européenne (ICE), lancée le 1er janvier 2026. Intitulée « L'alimentation est un droit humain pour toutes et tous » (« Good Food 4All »), cette initiative est soutenue par plus de 350 associations à travers l'Europe. Elle défend l'idée qu'une alimentation saine et durable ne devrait pas dépendre du niveau de revenu, ni des logiques du marché.

Concrètement, elle propose de mieux garantir l'accès à une alimentation adéquate, notamment en améliorant les revenus des agricultrices et des agriculteurs, en soutenant les circuits courts, les productions locales et l'agroécologie.

Le texte appelle également à limiter certaines dérives du système alimentaire actuel, comme la concentration des terres agricoles, la place croissante des aliments ultra-transformés ou certaines utilisations des OGM. Il défend aussi les semences paysannes et une meilleure protection de l'eau, de la biodiversité et du bien-être animal.

Pour les porteurs du projet, les solutions existent déjà en grande partie. Le principal obstacle serait avant tout politique : les règles actuelles du système alimentaire favorisent certains acteurs économiques et rendent plus difficiles le développement d'alternatives durables et accessibles.

L'ICE constitue, à ce titre, un outil démocratique relativement rare à l'échelle européenne. Elle offre aux citoyennes et aux citoyens la possibilité d'interpeller directement les institutions sur des enjeux qui peinent parfois à être traités politiquement.

Une ICE permet aux citoyennes et citoyens européens de demander officiellement à l'Union européenne de proposer une nouvelle loi. Si un million de signatures sont récoltées dans au moins sept pays, la Commission européenne est tenue d'examiner la proposition.

Ses limites doivent néanmoins être rappelées. Même lorsqu'une initiative atteint le seuil requis, la Commission européenne n'est pas obligée de proposer une loi. Depuis 2012, seules 11 % des ICE ont réussi à réunir le million de signatures nécessaires.

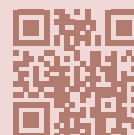
Malgré cela, ces initiatives peuvent produire des effets politiques importants. Lorsqu'une mobilisation approche ou atteint ce seuil, les institutions européennes sont contraintes de se positionner publiquement. Le sujet gagne alors en visibilité et devient plus difficile à ignorer dans le débat européen.

« Good Food 4All » espère désormais franchir cette étape. Pour être examinée par la Commission, l'initiative doit réunir un million de signatures, dont 14.805 en Belgique. Chacun et chacune peut y contribuer, simplement en signant l'initiative ou en la relayant autour de soi.



Envie de soutenir ?

Signez la pétition sur
www.goodfoodforall.eu





Un choix politique

Et si la question n'était pas seulement de mieux nourrir les populations, mais aussi de savoir qui décide des conditions dans lesquelles elles se nourrissent ?

Les tensions mises en évidence dans ce dossier révèlent une opposition fondamentale : entre une alimentation traitée comme une simple marchandise et une alimentation reconnue comme un droit. Or reconnaître ce droit ne consiste pas seulement à garantir un minimum alimentaire. Cela implique de repenser l'humain et la nature au centre des priorités politiques, les règles du marché et la place occupée par les différents acteurs du système alimentaire.

Rendre effectif le droit à l'alimentation suppose d'en assumer les conséquences concrètes : réguler certains marchés, réorienter les financements publics, limiter le poids des acteurs dominants et garantir à chacune et chacun un accès digne à une alimentation saine et durable.

La question alimentaire dépasse donc largement le contenu de nos assiettes. Elle pose une question profondément politique : quelles valeurs voulons-nous placer au centre de nos choix économiques et collectifs ? ●



Sensibilisation

Quand le voyage devient leçon d'humanité



Samedi 14 février, 7h00 du matin. L'air est polaire à Zaventem, pourtant l'excitation est à son comble au sein du groupe d'élèves du Collège Jean XXIII de Woluwé. Amélie arrive avec un petit paquet pour chacun : « Comme on va passer la Saint-Valentin ensemble dans l'avion, je me suis dit que j'allais vous apporter des bonbons ». La solidarité est déjà présente.

Depuis plusieurs mois, onze jeunes et leurs trois professeurs cheminent avec Iles de Paix pour développer leur esprit critique, remettre en question les idées reçues et mieux comprendre les enjeux de citoyenneté mondiale. Le point culminant de leur projet *Move with Africa* les a conduits au Bénin, pour une expérience interculturelle aussi enrichissante que déroutante.

Apprendre à écouter ceux qui pensent autrement

Au fil des visites, des rencontres et des ateliers sur l'agriculture durable, les jeunes découvrent le Bénin sous de multiples facettes. De Ganvié au centre agroécologique de Songhaï, chaque expérience nourrit leur réflexion. Certaines de leurs convictions sont même mises à l'épreuve lors d'un débat interculturel avec leurs correspondants béninois.

Les échanges portent sur des sujets sensibles, tels que le genre ou la religion. Malgré des désaccords parfois marqués, le dialogue reste respectueux. « Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que mon ami dit, mais je respecte son opinion », témoigne Lévis, originaire de Comé. Pour Natsu-Me, venue de Bruxelles, cette expérience est révélatrice : « Écouter les expériences et les points de vue des autres, ça m'ouvre l'esprit ». Une démonstration concrète que l'écoute et le respect permettent de créer des liens, même au-delà des différences.

Immersion dans l'âme spirituelle du Bénin

Autre temps fort du séjour : la découverte du vodoun (voir encadré), dont le Bénin est considéré comme le berceau. Après la visite d'un temple et un temps d'échanges avec un prêtre, les jeunes assistent à une célébration. Au rythme des chants et des percussions, d'étranges silhouettes recouvertes de paille évoluent au milieu d'une explosion de couleurs et d'énergie. Animées par des personnes ? Ou par les esprits, comme l'affirment les habitants du village ?

Loin des clichés véhiculés, les jeunes découvrent une tradition spirituelle profondément ancrée dans l'histoire, les croyances et l'identité béninoises. Une expérience parfois déroutante, mais qui invite chacun et chacune à dépasser ses préjugés et à porter un regard plus nuancé sur une culture méconnue.

Le retour, le cœur un peu plus grand

Quitter ses repères, apprendre à s'adapter et aller à la rencontre de l'autre... Le groupe repart avec le sentiment d'avoir vécu plus qu'un voyage : une expérience marquante, porteuse d'humanité et de remise en question sur ses propres privilèges. Cette parenthèse laisse derrière elle des souvenirs, mais ouvre la porte à une autre manière de regarder le monde et ceux qui l'habitent.

Le **vodoun** (ou vaudou) est une religion originaire d'Afrique de l'Ouest. Elle repose sur la croyance en un Dieu créateur et en des esprits intermédiaires, appelés vodouns, qui jouent un rôle dans la vie quotidienne des croyants. C'est à la fois une spiritualité, un ensemble de pratiques culturelles et un système de valeurs. Les cérémonies peuvent inclure des chants, des danses, des prières, des offrandes et des rituels destinés à honorer les esprits ou à demander leur protection. Souvent associé, à tort, à la magie noire dans la culture populaire, le vodoun est avant tout une religion riche d'une longue histoire et profondément ancrée dans les traditions de nombreuses communautés. ●



Luxembourg

Comprendre les défis de l'alimentation et du climat aux BNE* Days

Du 16 au 20 mars 2026, le Luxembourg a organisé les « BNE Days », une semaine consacrée à l'éducation au développement durable. Cet événement a réuni des enseignants, des associations, des institutions publiques et de nombreux acteurs de l'éducation autour d'un objectif commun : aider les jeunes à mieux comprendre les grands défis environnementaux et sociaux de notre époque.

Iles de Paix Luxembourg a participé à cette semaine aux côtés des nombreux partenaires. Lors d'une journée dédiée aux jeunes, l'équipe y a présenté plusieurs outils pédagogiques abordant des thèmes tels que le climat, l'agriculture et l'alimentation. L'objectif : permettre aux élèves de mieux comprendre les enjeux qui les entourent et les encourager à réfléchir aux solutions possibles.

Parmi les activités proposées figurait l'atelier SAMI (entendez par là *Système Alimentaire Mondial Industrialisé*), développé avec Iles de Paix Belgique et quatre autres ONG luxembourgeoises. Destiné aux jeunes à partir de 16 ans, cet atelier les invite à découvrir comment fonctionne le système alimentaire mondial.

À travers des cartes schématiques, des vidéos et des supports interactifs, les participants et participantes explorent les grandes transformations de l'agriculture au fil du temps. Ils découvrent également comment les aliments sont produits, transformés, transportés et consommés aujourd'hui, ainsi que les conséquences de ces évolutions sur l'environnement, les agriculteurs et les consommateurs.

L'atelier ne se limite pas à dresser un constat. Il encourage les jeunes à débattre, à imaginer des alternatives et à réfléchir à ce que chacun et chacune peut faire pour contribuer à une alimentation plus durable et plus équitable.

L'alimentation nous concerne tous et toutes. Donner aux jeunes les moyens de comprendre les défis liés à notre manière de produire et de consommer est une étape importante pour les préparer aux changements qui marqueront les années à venir. ●

* BNE signifie « Bildung für nachhaltige Entwicklung » en allemand, ce qui peut se traduire par « Éducation au développement durable » en français.

Faire bouger les choses, un pas à la fois



Le dimanche 31 mai, une soixantaine de coureurs, coureuses, marcheurs, marcheuses ont participé aux 20 km de Bruxelles sous les couleurs d'Iles de Paix. Au-delà d'un beau défi sportif personnel, ils ont mis leur énergie au service du droit à une alimentation de qualité pour toutes et tous.

Grâce à leur mobilisation et à leurs collectes de dons, 4850 € ont été récoltés pour soutenir nos projets en Afrique, en Amérique du Sud et en Belgique. Merci à elles et eux pour leur engagement et bravo d'avoir relevé ce challenge !

Les 20 km de Bruxelles, c'est aussi un moment convivial qui nous rassemble autour de valeurs communes. Nous l'avons d'ailleurs partagé avec l'équipe de Rikolto, association sœur flamande d'Iles de Paix, qui défend aussi l'alimentation durable. Ensemble, nous pouvons faire bouger les choses !

Nous remercions également chaleureusement l'Institut Sainte-Anne à Etterbeek pour son accueil nous permettant d'offrir à notre équipe un lieu de rendez-vous au calme.

Rendez-vous l'année prochaine pour une nouvelle édition !

Rapport annuel 2025 : La jeunesse en action

Dans un monde où les défis alimentaires s'intensifient, un constat s'impose dans toutes les zones d'intervention d'Iles de Paix : la jeunesse représente un potentiel de changement considérable.

Cette « nouvelle génération » incarne une force sociale, déjà à l'œuvre par endroits. Elle est à la fois porteuse d'innovations, de revendications et de pratiques qui ont le pouvoir de transformer les systèmes alimentaires. En Belgique comme à l'international, ces enjeux impactent directement le quotidien et l'avenir de ces jeunes : accès à une alimentation saine, perspectives économiques, justice sociale et dignité.

Faire de l'agriculture durable un secteur moderne et attractif est un véritable défi pour Iles de Paix. Relier jeunesse, innovation et entrepreneuriat local, c'est accélérer la transition vers des systèmes alimentaires plus justes et plus durables.

À travers le rapport d'activités 2025, découvrez des jeunes qui refusent le statu quo. Des jeunes qui innovent, entreprennent, cultivent, sensibilisent... et passent à l'action.

Commandez-le gratuitement via info@ilesdepaix.org !



**GOOD
FOOD
4ALL**

**SI VOUS VOULEZ QUE
L'ABONDANCE ALIMENTAIRE
SOIT, SYNONYME
D'ACCÈS POUR TOUS,
ET NON DE GASPILLAGE ET
D'EXCLUSION**



**SIGNEZ L'INITIATIVE
CITOYENNE EUROPÉENNE
«GOOD FOOD 4ALL»**

iles de paix

Rue du Marché, 37 · 4500 Huy
+32 85 23 02 54 · info@ilesdepaix.org
www.ilesdepaix.org

